

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Fonction publique, le 2 mars 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat", a donné le 25 avril 1979 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e maart 1979 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel", heeft de 25e april 1979 het volgend advies gegeven :

Le projet tend en pratique à substituer, avec effet rétroactif au 1er janvier 1970, un article 79quinquies à l'article 79quater, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, y inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969.

L'article 79quater, alinéa 3 précité, dispose en ces termes :

> "Dans les administrations visées à l'alinéa 1er, les dispositions concernant les conditions de rang et d'ancienneté qui y étaient exigées au 31 décembre 1969 pour obtenir une nomination par promotion ou par changement de grade, ou pour participer à une épreuve d'avancement ou à un concours d'accession au niveau supérieur, ainsi que les dispositions concernant le classement des candidats à la promotion, peuvent être maintenues ou remises en vigueur par des arrêtés royaux pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sous réserve des modifications y apportées selon la même procédure".

Cet alinéa 3 serait "rapporté" par l'article 1er du projet tandis qu'un article 79quinquies, rédigé comme suit, serait inséré par l'article 2 du projet, dans le titre IV du même arrêté, titre dont l'intitulé serait remplacé par "Titre IV - Dispositions dérogatoires et finales" :

> "Dans les administrations de l'Etat où, avant le 1er janvier 1970, application a été faite de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat, les dispositions concernant les conditions de rang et d'ancienneté qui y étaient exigées le 31 décembre 1969 pour

obtenir une nomination par promotion ou par changement de grade, ou pour participer à une épreuve d'avancement ou à un concours d'accession au niveau supérieur, ainsi que les dispositions concernant le classement des candidats à la promotion, sont maintenues ou remises en vigueur par des arrêtés royaux pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sous réserve des modifications y apportées selon la même procédure".

Il ressort des considérants du projet et des renseignements donnés au Conseil d'Etat que le but poursuivi par le Gouvernement est de rendre incontestable la légalité de dispositions réglementaires qui, comme l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, dérogent d'une manière permanente et au-delà du 31 décembre 1971 à certaines des règles du statut des agents de l'Etat. Cette légalité a été contestée dans une affaire en cause DEBATS, DETRY et DEFECHE contre l'Etat belge (Ministère des Finances) (A. 18.004/VI-4620 et A. 18.010/VI-4621) et la question n'a pas été tranchée par le Conseil d'Etat, section d'administration, les requérants s'étant désistés de leurs recours après le prononcé d'un arrêt de réouverture des débats (n° 16.095 du 8 novembre 1973).

Sa portée étant ainsi précisée, le projet appelle les observations suivantes :

1. Il n'est dans les pouvoirs du Roi, ni de rapporter l'article 79quater, alinéa 3, précité, ni de donner un effet rétroactif à la disposition qu'Il se propose d'insérer dans l'arrêté royal du 7 août 1939.

.../...

Le projet ne pourrait donc être approuvé que s'il se bornait à abroger l'article 79quater, alinéa 3, et à disposer pour l'avenir conformément à l'article 79quinquies.

Il reste cependant à savoir plus généralement si le projet a un objet vraiment utile.

2. Dans le projet dont l'arrêté royal du 17 septembre 1969 est issu, figurait un article 27 ainsi libellé :

> "Dans les administrations de l'Etat où, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, application a été faite de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 précité, les dispositions concernant les conditions de rang et d'ancienneté qui y étaient exigées pour obtenir une nomination par promotion ou par changement de grade, ou pour participer à une épreuve d'avancement ou à un concours d'accession au niveau supérieur, ainsi que les dispositions concernant le classement des candidats à la promotion, peuvent être confirmées par arrêté ministériel, avec l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sous réserve des modifications y apportées selon la même procédure".

Dans son avis L. 10.779/2 du 30 juin 1969, le Conseil d'Etat a fait notamment les observations suivantes, à propos des articles 26 à 28 :

> "Il est proposé d'insérer les dispositions contenues dans ces articles dans l'arrêté royal du 7 août 1939, où elles formeraient les articles 79bis, 79ter et 79quater.

La délégation consentie aux Ministres par l'article 27 du projet ne peut être admise, car elle ne porte pas sur des questions accessoires et elle permettrait aux Ministres d'établir une partie importante du statut de leurs agents, par dérogation aux règles générales arrêtées par le Roi.

L'article 27 permet de "confirmer" certaines dispositions réglementaires qui ont été prises en application de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966. En recourant à la notion de confirmation, le projet laisse croire que les arrêtés qu'il prévoit pourraient rétroagir au ler janvier 1970 s'ils étaient pris après cette date. Une telle rétroactivité serait illégale. Selon les déclarations des délégués du Ministre, le Gouvernement n'entend pas donner un effet rétroactif à ces arrêtés. Il convient donc d'écarter la notion de confirmation.

Si certains des arrêtés qui ont été pris en application de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 règlent d'autres questions que celles qui sont énumérées à l'article 27 du projet, ces arrêtés ne pourront pas être intégralement maintenus ou remis en vigueur selon la procédure prévue à cet article. Ils ne pourront l'être que dans la mesure où ils règlent les matières énumérées à l'article 27".

Le Conseil d'Etat a alors proposé de rédiger comme suit l'article 79quater :

"Article 79quater. Dans les administrations de l'Etat où avant le ler janvier 1970, application a été faite de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 précité, les dispositions concernant les conditions de rang et d'ancienneté qui y étaient exigées pour obtenir une nomination par promotion ou par changement de grade, ou pour participer à une épreuve d'avancement ou à un concours d'accession au niveau supérieur, ainsi que les dispositions concernant le classement des candidats à la promotion, peuvent être maintenues ou remises en vigueur par des arrêtés royaux pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sous réserve des modifications que ces arrêtés y apporteraient éventuellement".

.../...

On remarquera :

a) que c'est le Conseil d'Etat qui a suggéré de reprendre l'article 27 du projet dans un article 79quater, c'est-à-dire parmi les "dispositions transitoires" du titre III de l'arrêté royal du 7 août 1939;

b) que l'article 79quater avait effectivement un caractère transitoire, bien qu'à ce stade de la préparation de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, il ne fût pas encore question d'insérer dans cet article d'autres dispositions applicables dans les administrations visées au début de cet article, mais jusqu'à une date limite. Ce caractère transitoire est lié au fait que la disposition devenue l'alinéa 3 de l'article 79quater n'est applicable qu'aux administrations de l'Etat dans lesquelles des conditions particulières de rang et d'ancienneté étaient exigées au 31 décembre 1969 dans les différents cas qui y sont visés.

C'est après l'avis du Conseil d'Etat qu'ont été insérés dans le projet les alinéas 1er et 2 actuels de l'article 79quater. Indépendamment de l'illégalité flagrante dont ces alinéas sont entachés pour avoir été pris sans l'avis du Conseil d'Etat, leur insertion a perturbé la lecture de l'article en laissant supposer que la règle repoussée à l'alinéa 3 pouvait n'être qu'un cas particulier d'une règle plus générale figurant à l'alinéa 1er, alors qu'il n'en est rien, car, à l'analyse, les deux règles ont des portées différentes.

La règle primordiale, c'est-à-dire celle qui figure à l'alinéa 3, permet au Roi de maintenir, de remettre en vigueur ou de modifier, avec l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, des dispositions qui étaient en vigueur au 31 décembre 1969, tandis que la règle -surajoutée- de l'alinéa 1er maintient d'office en vigueur jusqu'au 30 juin 1970 (date remise au 31 décembre

1971 par l'arrêté royal du 23 septembre 1971 (1)) toutes les dispositions prises avant le 1er janvier 1970, dans les administrations de l'Etat visées sur base de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat. L'interprétation consistant à assigner à l'alinéa 3 la même limite d'application dans le temps que celle qui est fixée à l'alinéa 1er, reviendrait d'ailleurs à créer une incohérence entre l'alinéa 1er et l'alinéa 3, puisque le maintien d'office par l'alinéa 1er, des dispositions visées à l'alinéa 3, rendrait celui-ci sans objet en ce qui concerne ce maintien.

Sans doute peut-il paraître surprenant, à première vue, qu'une disposition transitoire de l'arrêté royal organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, puisse servir de fondement permanent à des règlements qui dérogeraient à ce même arrêté royal. Il faut cependant rappeler que, comme le Conseil d'Etat l'a souligné dans son avis L. 10.779/2 précité, la dérogation est strictement limitée aux questions qui sont énumérées à l'article 79quater, alinéa 3 (alors article 27 du projet).

Par ailleurs, le procédé utilisé en l'occurrence peut s'expliquer par la circonstance qu'en fait, la dérogation n'aurait à s'appliquer qu'à un petit nombre d'administrations.

.../...

---

(1) En vertu de l'alinéa 2 de l'article 79quater, cette date limite peut être avancée dans certains cas, par un arrêté royal pris de l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Cette faculté est, toutefois, sans incidence sur la portée de l'alinéa 3.

Il faut conclure de cet examen, que l'arrêté en projet n'est pas nécessaire pour assurer la légalité des dispositions qui ont trouvé leur fondement dans l'article 79quater, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939.

3. Le projet n'est cependant pas superflu pour autant.

a) Les deux premiers alinéas de l'article 79quater de l'arrêté royal du 7 août 1939, illégaux dès l'origine pour le motif exposé ci-dessus et qui ont cessé de produire leurs effets, devraient être abrogés. Rétabli dans sa version première, le texte de l'actuel alinéa 3 y gagnerait en clarté.

b) Pour prévenir toute contestation future, si peu fondée qu'elle apparaisse, l'article 79quater, pourrait être déplacé au titre IV, et l'intitulé de celui-ci, modifié ainsi que le projet le prévoit.

+

Dans le texte français de la disposition qui subsiste, il convient d'écrire "peuvent être maintenues ou remises" et non pas "sont maintenues ou remises", cette dernière formule pouvant faire penser à un maintien d'office.

Le texte suivant est proposé :

"ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 7 AOUT 1939 ORGANISANT LE SIGNALEMENT ET LA CARRIERE DES AGENTS DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir,
Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969 et 1er août 1975;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment l'article 79quater, y inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Considérant que les règles portées par les deux premiers alinéas de l'article 79quater précité, ont cessé de produire leurs effets;

Considérant que l'alinéa 3 du même article permet le maintien, la remise en vigueur ou la modification, sans limitation dans le temps, des dispositions qu'il vise; qu'il y a lieu de lever, pour autant que de besoin, tout doute quant à la portée de cette disposition en la déplaçant du titre III au titre IV, et en modifiant l'intitulé de ce dernier;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans l'arrêté royal du 7 août 1939, organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'intitulé du titre IV est remplacé par le suivant : "Dispositions dérogatoires et finales".

Article 2.-

Dans le même arrêté royal, l'article 79quater, y inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante qui est insérée dans le titre IV :

"Article 79quater. Dans les administrations de l'Etat où, avant le 1er janvier 1970, application a été faite de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat, les dispositions concernant les conditions de rang et d'ancienneté qui y étaient exigées le 31 décembre 1969 pour obtenir une nomination par promotion ou par changement de grade, ou pour participer à une épreuve d'avancement ou à un concours d'accession au niveau supérieur, ainsi que les dispositions concernant le classement des candidats à la promotion, peuvent

être maintenues ou remises en vigueur par des arrêtés royaux pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sous réserve des modifications y apportées selon la même procédure".

Article 3.-

Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

Par le Roi :

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE".

Het ontwerp komt er in de praktijk op neer dat met terugwerking tot 1 januari 1970 een artikel 79quinquies in de plaats wordt gesteld van artikel 79quater, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969.

Artikel 79quater, derde lid, luidt :

"In de in het eerste lid bedoelde besturen kunnen de bepalingen betreffende de eisen inzake rang en anciënniteit die aldaar op 31 december 1969 waren gesteld voor benoeming door bevordering of door verandering van graad, of voor deelneming aan een bevorderingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, alsook de bepalingen betreffende de rangschikking van de kandidaten voor bevordering, worden gehandhaafd of opnieuw in werking gesteld bij koninklijke besluiten genomen met de instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, onder voorbehoud van de wijzigingen erin aangebracht volgens dezelfde procedure".

Dat derde lid zou door artikel 1 van het ontwerp worden "ingetrokken", terwijl door artikel 2 van het ontwerp in titel IV van hetzelfde besluit, die als nieuw opschrift zou krijgen "Titel IV - Afwijkings- en slotbepalingen", een als volgt luidend artikel 79quinquies zou worden ingevoegd :

"In de rijksbesturen waar vóór 1 januari 1970 toepassing is gemaakt van artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 houdende tijdelijke bepalingen tot afwijking van de regelen betreffende de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, kunnen de bepalingen betreffende de eisen inzake rang en anciënniteit die aldaar op 31 december 1969 waren gesteld voor benoeming door bevordering of door verandering van graad, of voor deelneming aan een bevorderingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, alsook de bepalingen betreffende de rangschikking van de kandidaten voor bevordering, worden gehandhaafd of opnieuw in werking gesteld bij koninklijke besluiten genomen met de instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, onder voorbehoud van de wijzigingen erin aangebracht volgens dezelfde procedure".

.../...

Uit de consideransen van het ontwerp en uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat het in de bedoeling van de Regering ligt onbetwistbare wettigheid te verlenen aan verordeningsbepalingen die, zoals het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel, blijvend en ook na 31 december 1971 afwijken van sommige regels van het statuut van het rijkspersoneel. Die wettigheid is betwist in een zaak DEBATS, DETRY en DEFECHE tegen de Belgische Staat (Ministerie van Financiën) (A. 18.004/VI- 4620 en A. 18.010/VI-4621); de Raad van State, afdeling administratie, heeft de zaak niet beslecht, daar de verzoekers afstand van hun beroepen hebben gedaan na een arrest tot heropening van de debatten (nr 16.095 van 8 november 1973).

Bij het ontwerp zijn, nu de strekking ervan aldus verduidelijkt is, de volgende opmerkingen te maken :

1. Het ligt niet in 's Konings bevoegdheid artikel 79quater, derde lid, eerdervermeld, in te trekken, noch terugwerkende kracht te verlenen aan de bepaling welke hij voornemens is in het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 in te voegen.

Het ontwerp zou dus slechts kunnen worden goedgekeurd indien zich het ertoe beperkte artikel 79quater, derde lid, op te heffen en voor de toekomst te beschikken overeenkomstig artikel 79quinquies.

.../...

Meer in het algemeen blijft echter de vraag of het ontwerp werkelijk ergens toe dient.

2. In het ontwerp waaruit het koninklijk besluit van 17 september 1969 is ontstaan, stond een artikel 27, luidende :

"In de Rijksbesturen waar vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit toepassing is gemaakt van artikel 13 van voormeld koninklijk besluit van 2 augustus 1966 kunnen de bepalingen betreffende de voorwaarden van rang en anciënniteit, welke erin waren vereist met het oog op een benoeming door bevordering of door verandering van graad, of voor deelneming aan een bevorderingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, alsook de bepalingen betreffende de rangschikking van de kandidaten voor de bevordering, bekrachtigd worden bij ministerieel besluit met het akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, onder voorbehoud van de wijzigingen welke er volgens dezelfde procedure in worden aangebracht".

In zijn advies L. 10.779/2 van 30 juni 1969 heeft de Raad van State onder meer de volgende opmerkingen gemaakt in verband met de artikelen 26 tot 28 :

"Voorgesteld wordt de bepalingen van deze artikelen in het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 in te voegen als artikelen 79bis, 79ter en 79quater.

De in artikel 27 van het ontwerp bedoelde opdracht van bevoegdheid aan de Ministers kan niet worden geduld, want zij slaat niet op bijkomstige zaken en zou de Ministers de gelegenheid geven om een belangrijk deel van het statuut van hun ambtenaren vast te stellen in afwijking van de door de Koning bepaalde algemene regelen.

Krachtens artikel 27 kunnen sommige verordeningsbepalingen die zijn vastgesteld op grond van artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966, "bekrachtigd" worden. Het gebruik van de term "bekrachtigen" wekt de indruk dat de bedoelde besluiten zouden kunnen terugwerken tot 1 januari 1970, indien zij na die datum werden vastgesteld. Een zodanige terugwerking zou onwettig zijn. Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, wenst de Regering aan die besluiten geen terugwerkende kracht te verlenen. Men werke dus niet met de term "bekrachtigen".

.../...

Als sommige van de besluiten die zijn vastgesteld op grond van artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 een regeling treffen voor andere aangelegenheden dan in artikel 27 van het ontwerp zijn genoemd, zullen die besluiten niet in hun geheel gehandhaafd of opnieuw in werking gesteld kunnen worden volgens de in dat artikel bepaalde procedure. Dat zal maar kunnen voor zover zij regelingen treffen voor de in artikel 27 genoemde aangelegenheden".

De Raad van State heeft dan voorgesteld artikel 79quater als volgt te redigeren :

"Artikel 79quater. In de Rijksbesturen waar vóór 1 januari 1970 toepassing is gemaakt van artikel 13 van voormeld koninklijk besluit van 2 augustus 1966, kunnen de bepalingen betreffende de eisen inzake rang en anciënniteit, welke daarin waren gesteld voor benoeming door bevordering of door verandering van graad, of voor deelneming aan een bevorderingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau, alsook de bepalingen betreffende de rangschikking van de kandidaten voor de bevordering, gehandhaafd of opnieuw in werking gesteld worden bij koninklijke besluiten, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, onder voorbehoud van de wijzigingen welke die besluiten er eventueel mochten in aanbrengen".

Er blijkt dus :

a) dat het de Raad van State is die voorgesteld heeft artikel 27 van het ontwerp te verwerken tot een artikel 79quater en dit op te nemen onder de "overgangsbepalingen" van titel III van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939;

b) dat artikel 79quater werkelijk een overgangskarakter had, ofschoon er in dat stadium van de voorbereiding van het koninklijk besluit van 17 september 1969 nog geen sprake van was in dat artikel andere bepalingen op te nemen die van toepassing waren in de vooraan in het artikel bedoelde besturen, maar tot een uiterste datum. Dat overgangskarakter hangt samen met het feit dat de bepaling die het derde lid van artikel 79quater geworden is, alleen van toepassing is op de rijksbesturen waar, voor de verschillende erin bedoelde gevallen, op 31 december 1969 bijzondere eisen

inzake rang en anciënniteit waren gesteld.

Eerst na 's Raads advies zijn de huidige alinea's 1 en 2 van artikel 79quater in het ontwerp ingevoegd. Afgezien van het feit dat ze kennelijk onwettig zijn daar zij zijn vastgesteld zonder het advies van de Raad van State, is door de invoeging een storing ontstaan in de lezing van het artikel; de naar het derde lid verdrongen regel kan nu namelijk worden begrepen als slechts te gelden voor een bijzonder geval, terwijl de meer algemene regel in het eerste lid zou staan. De zaak ligt echter geheel anders : bij nader inzien gaat het om twee regels met een verschillende strekking.

Krachtens de voornaamste regel, die van het derde lid, kan de Koning met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepalingen die op 31 december 1969 van kracht waren, handhaven, opnieuw in werking stellen of wijzigen, terwijl volgens de - daar bovenop gelegde - regel van het eerste lid ambtshalve tot 30 juni 1970 (datum op 31 december 1971 gebracht door het koninklijk besluit van 23 september 1971 (1)) in stand worden gehouden alle bepalingen die in de bedoelde rijksbesturen vóór 1 januari 1970 zijn vastgesteld op grond van artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 houdende tijdelijke bepalingen tot afwijking van de regelen betreffende de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel. Zou de interpretatie luiden dat voor de toepassing van het derde lid een zelfde tijdsbeperking geldt als in het eerste lid is bepaald, dan zou er overigens gebrek aan samenhang zijn tussen het eerste en het derde lid, want als het eerste de in het derde bedoelde bepalingen ambtshalve handhaaft, heeft het geen zin in het derde nog van handhaven te spreken.

.../...

(1) Krachtens het tweede lid van artikel 79quater kan die uiterste datum in bepaalde gevallen worden vervroegd bij een koninklijk besluit genomen met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. Die mogelijkheid heeft echter geen terugslag op de strekking van het derde lid.

Op het eerste gezicht kan het verbazing wekken dat een overgangsbepaling uit het koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel tot blijvende rechtsgrond kan strekken voor verordeningen die van datzelfde koninklijk besluit zouden afwijken. Herhaald moet echter worden wat de Raad reeds in zijn advies L. 10.979/2 heeft gezegd : de afwijking is streng beperkt tot de in artikel 79quater, derde lid, (toen artikel 27 van het ontwerp) genoemde aangelegenheden.

Het in dit geval aangewende procédé kan overigens hierdoor worden verklaard dat de afwijking in feite slechts voor een klein aantal besturen zou gelden.

De conclusie uit dit onderzoek moet zijn dat het ontworpen besluit er niet nodig is om wettigheid te verlenen aan de bepalingen die hun rechtsgrond hebben gevonden in artikel 79quater, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939.

3. Toch is het ontwerp niet overbodig.

a) Het eerste en het tweede lid van artikel 79quater van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, die van bij hun ontstaan onwettig waren om de hiervoren opgegeven reden en aan welker rechtsgevolgen een einde is gekomen, zouden moeten worden opgeheven. In zijn eerste lezing hersteld, zou de tekst van het huidige derde lid aan duidelijkheid winnen.

b) Ter voorkoming van latere betwistingen - hoe weinig gegrond die ook zouden blijken - zou artikel 79quater kunnen worden verplaatst naar titel IV, waarvan het opschrift dan zou worden gewijzigd zoals het ontwerp bepaalt.

\+

\+ \+

In de Franse tekst van de bepaling die overblijft dient te worden gelezen "peuvent être maintenues ou remises" en niet "sont maintenues ou remises", want dat kan zo worden verstaan dat de bepalingen ambtshalve worden gehandhaafd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 AUGUSTUS 1939 BETREFFENDE DE BEOORDELING EN DE LOOPBAAN VAN HET RIJKSPERSONEEL".

---- --- --------

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969 en 1 augustus 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op artikel 79quater, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Overwegende dat de regels van het eerste en het tweede lid van het eerdervermelde artikel 79quater niet langer rechtsgevolgen hebben;

.../...

Overwegende dat, krachtens het derde lid van hetzelfde artikel, de bepalingen waarnaar het verwijst zonder tijdsbeperking gehandhaafd, opnieuw in werking gesteld of gewijzigd kunnen worden; dat, voor zover als nodig is, iedere twijfel omtrent de draagwijdte van die bepaling weggenomen dient te worden door haar van titel III naar titel IV over te brengen en door het opschrift van titel IV te wijzigen;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling van de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1963, wordt het opschrift van titel IV door het volgende opschrift vervangen : "Afwijkings- en Slotbepalingen".

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt artikel 79quater, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, vervangen door de volgende bepaling, die in titel IV opgenomen wordt :

.../...

"Artikel 79quater. In de rijksbesturen waar vóór 1 januari 1970 toepassing is gegeven aan artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 houdende tijdelijke bepalingen tot afwijking van de regelen betreffende de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, kunnen de bepalingen betreffende de eisen inzake rang en anciënniteit die aldaar op 31 december 1969 waren gesteld voor benoeming door bevordering of door verandering van graad, of voor deelneming aan een bevorderingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, alsook de bepalingen betreffende de rangschikking van de kandidaten voor bevordering, worden gehandhaafd of opnieuw in werking gesteld bij koninklijke besluiten, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, onder voorbehoud van de wijzigingen erin aangebracht volgens dezelfde procedure".

Artikel 3.-

Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

Van Koningswege :

DE MINISTER VAN OPENBAAR AMBT".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.